

CHAPITRE

9

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Présentation - Définitions

9-1 Le contexte européen

9-2 Le contexte régional

9-3 Le contexte départemental

84

86

88

90

Éléments de contexte

PRÉSENTATION

En 2013, le PIB par habitant de la France est supérieur de 7 % à la moyenne européenne, correction faite des différences de niveaux de prix. La France occupe le 11^{ème} rang en Europe, entre le Royaume-Uni et l'Italie tandis que les pays nouvellement adhérents se situent à des niveaux sensiblement en deçà de la moyenne des 28.

Alors que la France représente près de 13 % de la population de l'Europe à 28, elle compte plus de 30 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune.

La France se caractérise par un haut niveau de la dépense publique exprimé en pourcentage de son produit intérieur brut (PIB). Avec plus de 57 %, elle se situe nettement au-dessus de la moyenne européenne (49,5 %) à un niveau proche de celui de la Finlande et du Danemark. Ceci est dû au niveau de dépense des administrations de sécurité sociale (27 % du PIB) : hors celles-ci la dépense publique devient inférieure à la moyenne européenne.

Les dépenses des administrations publiques locales représentent en France 11,9 % du PIB en 2013. C'est un taux inférieur à la moyenne européenne (16 %) et à celui d'autres grands pays, notamment ceux d'organisation fédérale : la proportion par rapport au PIB des dépenses des administrations locales et des entités fédérées s'élève à 14,8 % en Italie pour atteindre jusqu'à 20,5 % en Allemagne et 21,3 % en Espagne.

■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées et les métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat <http://ec.europa.eu/eurostat/data/browse-statistics-by-theme> thème « Economie et finances », rubriques « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Statistiques sur les finances publiques », thème « Population et conditions sociales », rubrique « Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes, voir : <http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/overview>

Les comptes des administrations publiques sont établis selon les méthodes du Système européen des comptes nationaux (SEC 2010).

DÉFINITIONS

► Le PIB (produit intérieur brut)

Le PIB (produit intérieur brut) et le PIB par habitant sont des indicateurs de la production d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminué de la valeur des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région.

L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Il est à noter que l'indice, calculé à partir des chiffres en SPA et exprimé par rapport à EU28 = 100, est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

► Le SPA (standard de pouvoir d'achat)

Le SPA (standard de pouvoir d'achat) est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Cette unité permet des comparaisons en volume significatives des indicateurs économiques entre les pays. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives.

► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2013, qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2015, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général est une classification à trois niveaux.

Sans tenir compte des communes, la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (Länder et Kreise en Allemagne, régions et départements en France, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et province in Italie, etc.).

À un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des "unités administratives locales" (UAL). Deux niveaux d'unités administratives locales ont été définis. Le niveau UAL supérieur, est défini pour la majorité des pays, mais pas pour tous. Le deuxième niveau UAL (autrefois NUTS niveau 5) consiste en environ 120 000 communes ou unités équivalentes dans les 28 États Membres de l'UE (situation 2010).

► Les administrations publiques

Le secteur des administrations publiques comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

► Dépenses totales des administrations publiques

Les dépenses des administrations publiques sont définies dans le SEC2010 § 8.100 et chapitre 20 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

► Formation brute de capital fixe des administrations publiques

La formation brute de capital fixe de des administrations publiques (SEC2010 code P51g) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, plus certains ajouts à la valeur d'actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs produits utilisés dans des processus de production pendant plus d'un an.

► Dette publique - Dette brute consolidée des administrations publiques

La dette publique est définie (dans le Traité de Maastricht) comme la dette brute consolidée des administrations publiques en valeur nominale, c'est-à-dire le passif exigible des administrations publiques dans les comptes suivants : les numéraires et dépôts, les titres autres qu'action et les crédits. Les données de base sont exprimées en monnaie nationale, convertie en euro en utilisant les taux de change de fin d'année fournis par la Banque Centrale Européenne (BCE).

9-1 Le contexte européen

DONNÉES ÉCONOMIQUES, TERRITORIALES ET DÉMOGRAPHIQUES

	PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) (EU-28 = 100)		Découpages territoriaux			Population en millions d'habitants (au 1 ^{er} janvier)
	2012	2013	NUTS 2 régions	NUTS 3 départements	LAU 2 communes au 01/01/2010	2014
Allemagne	124	125	38	402	11 295	80,78 ^(p)
Autriche	130	129	9	35	2 357	8,51
Belgique	120	119	11	44	589	11,20 ^(p)
Bulgarie	47	47	6	28	5 302	7,25
Chypre	92	86	1	1	615	0,86 ^(p)
Croatie	61	61	2	21	546	4,25 ^(p)
Danemark	126	125	5	11	2 244	5,63
Espagne	96	95	19	59	8 114	46,51 ^(p)
Estonie	72	73	1	5	226	1,32
Finlande	115	112	5	19	342	5,45
France	109	108	27	101	36 682	65,86 ^(p)
Grèce	76	n.d.	13	52	6 130	10,99 ^(p)
Hongrie	67	67	7	20	3 152	9,88 ^(p)
Irlande	129	126	2	8	3 441	4,60 ^(p)
Italie	100	98	21	110	8 094	60,78
Lettonie	64	67	1	6	118	2,00
Lituanie	72	74	1	10	555	2,94
Luxembourg	263	264	1	1	116	0,55
Malte	87	88	1	2	68	0,43
Pays-Bas	127	127	12	40	431	16,83
Pologne	67	68	16	72	2 479	38,50
Portugal	76	75	7	25	4 260	10,43 ^(p)
République tchèque	81	80	8	14	6 250	10,51
Roumanie	53	54	8	42	3 180	19,94 ^(p)
Royaume-Uni	104	106	40	173	10 310	64,31 ^(p)
Slovaquie	76	76	4	8	2 928	5,42
Slovénie	84	83	2	12	210	2,06
Suède	126	127	8	21	290	9,64
Union européenne (à 28)	100	100	276	1 342	120 324	507,42 ^(p)

Source : Eurostat.

n.d. : non disponible.

^(p) : valeur provisoire.

Le contexte européen 9-1

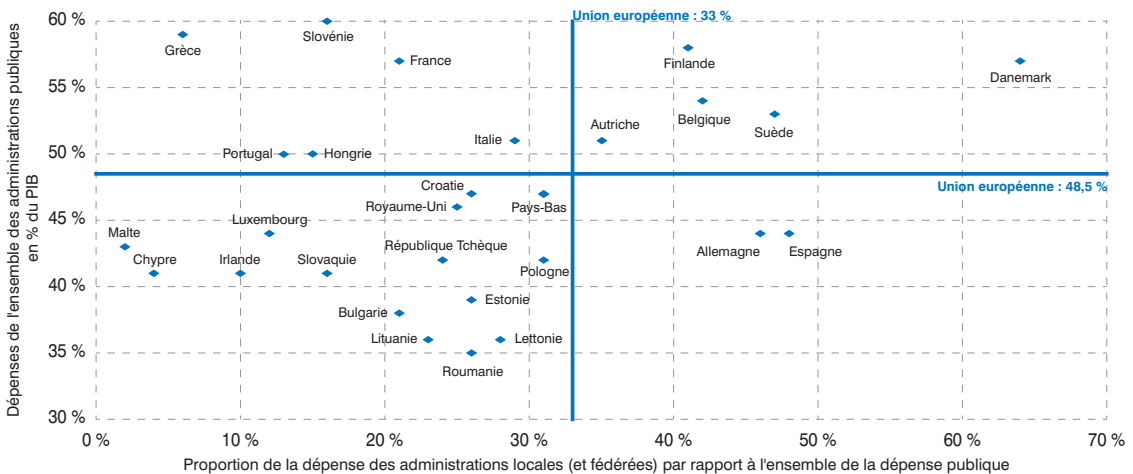
DONNÉES DES FINANCES PUBLIQUES (2013)

(en % du PIB)

	Dépenses des administrations publiques					Formation brute de capital fixe des administrations publiques	Dette publique des administrations publiques
	Administrations publiques	Administration centrale	Administrations d'États fédérés	Administrations locales	Administrations de sécurité sociale		
Allemagne	44,3	13,3	12,9	7,6	19,0	2,2	76,9
Autriche	50,9	34,0	9,1	8,5	17,2	2,9	81,2
Belgique	54,4	30,6	15,8	7,2	21,8	2,2	104,5
Bulgarie	38,3	27,5	-	7,9	15,1	4,1	18,3
Chypre	41,4	32,5	-	1,5	8,7	2,0	102,2
Croatie	47,0	32,5	-	12,3	17,0	3,3	75,7
Danemark	56,7	42,4	-	36,3	2,9	3,5	45,0
Espagne	44,3	21,9	15,5	5,8	15,4	2,1	92,1
Estonie	38,9	28,9	-	10,0	5,1	5,5	10,1
Finlande	57,8	28,6	-	23,9	19,4	4,2	56,0
France	57,1	23,1	-	11,9	26,6	4,0	92,2
Grèce	59,2	49,2	-	3,5	17,9	2,7	174,9
Hongrie	49,7	37,5	-	7,5	16,5	4,4	77,3
Irlande	40,5	38,3	-	4,1	-	1,7	123,3
Italie	50,5	29,2	-	14,8	20,2	2,4	127,9
Lettonie	35,7	20,1	-	10,0	9,0	4,0	38,2
Lituanie	35,5	21,8	-	8,3	12,3	3,7	39,0
Luxembourg	43,8	31,7	-	5,2	18,6	3,5	23,6
Malte	42,5	42,3	-	0,7	-	2,8	69,8
Pays-Bas	46,8	26,3	-	14,3	18,7	3,6	68,6
Pologne	42,2	23,7	-	13,1	16,7	4,1	55,7
Portugal	50,1	37,4	-	6,7	13,7	2,2	128,0
République tchèque	42,0	29,3	-	9,9	5,6	3,4	45,7
Roumanie	35,1	24,7	-	9,2	11,4	4,6	37,9
Royaume-Uni	45,5	41,9	-	11,6	-	2,7	87,2
Slovaquie	41,0	25,7	-	6,4	14,4	3,0	54,6
Slovénie	59,7	41,8	-	9,6	19,1	4,3	70,4
Suède	53,3	31,0	-	25,3	7,8	4,5	38,6
Union européenne (à 28)	48,5	26,9	4,6	11,4	15,8	2,9	85,4

- : non applicable.

Source : Eurostat.



9-2 Le contexte régional

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

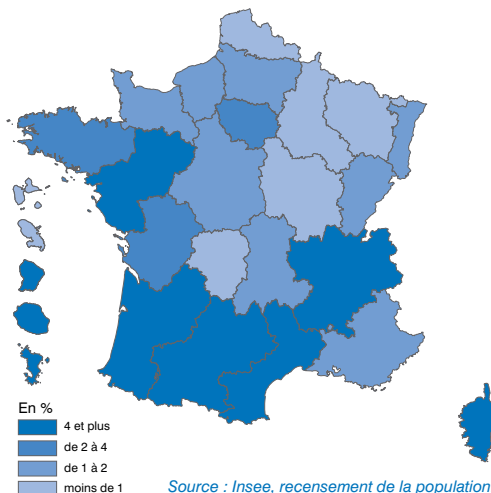
	Population ⁽¹⁾	Taux de croissance de la population entre 2007 et 2012 (en %)	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes	Part (en %) de la population vivant	
						dans des communes de plus de 10 000 habitants ⁽¹⁾	vivant dans les grandes aires urbaines ⁽²⁾
Alsace	1 859 869	1,8	8 280	225	904	42,9	75,6
Aquitaine	3 285 970	4,3	41 308	80	2 296	38,8	70,4
Auvergne	1 354 104	1,1	26 013	52	1 310	30,2	65,2
Bourgogne	1 641 130	0,4	31 582	52	2 045	27,3	59,0
Bretagne	3 237 097	3,7	27 208	119	1 270	31,9	63,3
Centre	2 563 586	1,5	39 151	65	1 840	35,4	68,2
Champagne-Ardenne	1 339 270	0,0	25 606	52	1 953	37,2	62,6
Corse	316 257	5,7	8 680	36	360	37,9	61,5
Franche-Comté	1 175 684	1,5	16 202	73	1 784	26,6	62,8
Languedoc-Roussillon	2 700 266	5,4	27 376	99	1 545	40,3	70,1
Limousin	738 633	0,2	16 942	44	747	31,5	60,2
Lorraine	2 349 816	0,4	23 547	100	2 339	29,9	67,2
Midi-Pyrénées	2 926 592	4,1	45 348	65	3 020	37,3	66,3
Nord-Pas-de-Calais	4 050 756	0,7	12 414	326	1 545	48,6	88,2
Basse-Normandie	1 477 209	1,1	17 589	84	1 801	23,4	57,8
Haute-Normandie	1 845 547	1,6	12 317	150	1 420	39,3	74,3
Pays de la Loire	3 632 614	4,3	32 082	113	1 491	37,5	68,3
Picardie	1 922 342	1,2	19 399	99	2 290	29,6	64,0
Poitou-Charentes	1 783 991	2,5	25 810	69	1 460	22,9	60,3
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 935 576	1,5	31 400	157	958	71,5	87,7
Rhône-Alpes	6 341 160	4,5	43 698	145	2 871	42,9	83,5
Métropole sauf Île-de-France	51 477 469	2,6	531 953	97	35 249	39,9	72,3
Île-de-France	11 898 502	2,6	12 012	991	1 280	83,8	99,8
Métropole	63 375 971	2,6	543 965	117	36 529	48,2	77,4
Guadeloupe	403 314	0,7	1 628	248	32	77,1	91,5
Guyane	239 648	12,5	83 534	3	22	76,0	50,7
Martinique	388 364	-2,4	1 128	344	34	76,7	78,1
La Réunion	833 944	5,0	2 504	333	24	94,7	79,2
Mayotte	212 645	14,0	374	569	17	65,7	88,6
Outre-mer	2 077 915	4,3	89 168	23	129	82,8	79,1
France	65 453 886	2,6	633 133	103	36 658	49,3	77,5

Source : Insee.

⁽¹⁾ Population municipale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 (millésimée 2012).

⁽²⁾ Les grandes aires urbaines comprennent les communes appartenant à un grand pôle urbain (10 000 emplois et plus) et celles appartenant à la couronne d'un grand pôle urbain.

TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION ENTRE 2007 ET 2012



CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES

	Part de la population de moins de 20 ans ⁽¹⁾ (en %)	Part de la population de 60 et plus ⁽¹⁾ (en %)	Taux d'activité des 15-64 ans ⁽²⁾ (en %)	Taux de chômage 2013 ⁽³⁾ (en %)	PIB 2012 ⁽⁴⁾ (en millions d'euros)	PIB 2012 ⁽⁴⁾ (en €/hab.)	PIB 2012 ⁽⁴⁾ (en € par emploi)
Alsace	24,0	22,0	73,8	8,9	54 987	29 528	71 771
Aquitaine	22,4	26,8	72,1	9,5	93 416	28 323	70 489
Auvergne	21,7	28,2	71,5	8,5	35 166	25 945	66 696
Bourgogne	22,5	27,9	72,2	8,8	43 848	26 727	67 529
Bretagne	24,2	25,8	71,9	8,5	86 533	26 655	66 400
Centre	23,9	26,1	73,4	9,2	68 926	26 847	68 870
Champagne-Ardenne	24,2	24,4	71,4	10,3	37 269	27 833	70 667
Corse	20,7	27,3	68,7	9,9	8 445	26 554	68 716
Franche-Comté	24,6	24,3	73,2	9,1	28 742	24 429	64 747
Languedoc-Roussillon	23,1	27,1	68,9	13,7	66 322	24 433	69 204
Limousin	20,6	30,7	71,1	8,8	17 594	23 839	62 432
Lorraine	23,5	23,7	71,0	10,3	56 605	24 097	67 433
Midi-Pyrénées	22,7	26,0	72,7	10,0	84 075	28 627	69 795
Nord-Pas-de-Calais	26,7	20,8	68,4	12,8	104 647	25 822	69 135
Basse-Normandie	23,8	26,6	71,6	8,9	38 649	26 157	67 003
Haute-Normandie	25,4	22,8	72,1	10,9	51 776	28 027	73 068
Pays de la Loire	25,5	24,0	73,8	8,5	104 472	28 646	69 437
Picardie	25,8	22,0	71,5	11,5	47 035	24 450	70 640
Poitou-Charentes	22,3	28,5	72,2	9,1	46 574	26 058	67 354
Provence-Alpes-Côte d'Azur	23,0	26,8	70,5	11,2	149 946	30 337	75 190
Rhône-Alpes	25,3	22,5	73,9	8,5	203 852	32 010	75 447
Métropole sauf Île-de-France	24,0	24,9	71,9	n.d.	1 428 879	27 698	70 362
Île-de-France	25,9	18,4	75,7	8,6	623 673	52 298	103 256
Métropole	24,4	23,7	72,6	9,7	2 052 553	32 317	77 903
Guadeloupe	28,4	20,3	68,2	26,2	8 113	20 108	65 416
Guyane	43,0	7,0	62,9	21,3	3 843	15 857	74 606
Martinique	25,7	22,3	69,9	22,8	8 628	22 312	65 941
La Réunion	32,6	13,2	67,7	29,0	17 922	17 090	62 375
Mayotte	54,5	4,2	n.d.	n.d.			
Outre-mer	33,9	14,6	67,7*	n.d.	38 506	18 502	64 857
France	24,7	23,4	72,5*	10,1*	2 091 059	31 878	77 615

Source : Insee.

⁽¹⁾ Insee - Estimations de population au 1^{er} janvier 2012.

⁽²⁾ Recensement de population 2011, exploitation principale.

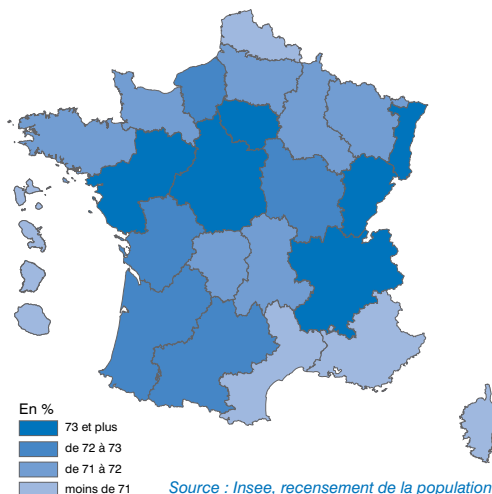
⁽³⁾ Taux de chômage localisés au 4^{ème} trimestre 2013 pour la métropole ; données issues de l'Enquête-Emploi du 2^{ème} trimestre 2013 pour l'Outre-mer.

⁽⁴⁾ Données 2012 provisoires.

* Hors Mayotte.

n.d. : donnée non disponible.

TAUX D'ACTIVITÉ DES 15-64 ANS



9-3a Le contexte départemental

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Population ⁽¹⁾	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
01 Ain	612 191	5 762	106	419	314	16,2
02 Aisne	540 888	7 369	73	816	737	29,7
03 Allier	342 911	7 340	47	320	281	31,7
04 Alpes-de-Haute-Provence	161 241	6 925	23	200	179	24,2
05 Hautes-Alpes	139 554	5 549	25	172	154	38,0
06 Alpes-Maritimes	1 082 014	4 299	252	163	93	80,7
07 Ardèche	318 407	5 529	58	339	258	15,5
08 Ardennes	282 778	5 229	54	463	419	24,1
09 Ariège	152 366	4 890	31	332	299	10,2
10 Aube	305 606	6 004	51	433	398	35,5
11 Aude	362 339	6 139	59	438	397	36,4
12 Aveyron	276 229	8 735	32	304	281	24,8
13 Bouches-du-Rhône	1 984 784	5 087	390	119	13	80,5
14 Calvados	687 854	5 548	124	705	578	27,3
15 Cantal	147 415	5 726	26	260	249	18,4
16 Charente	353 657	5 956	59	404	370	17,1
17 Charente-Maritime	628 733	6 864	92	472	404	22,6
18 Cher	311 897	7 235	43	290	268	33,4
19 Corrèze	241 247	5 857	41	286	258	25,6
2A Corse-du-Sud	145 429	4 014	36	124	115	52,5
2B Haute-Corse	170 828	4 666	37	236	211	25,5
21 Côte-d'Or	527 403	8 763	60	706	660	39,7
22 Côtes-d'Armor	595 531	6 878	87	373	282	19,1
23 Creuse	121 517	5 565	22	260	255	10,9
24 Dordogne	416 384	9 060	46	557	489	13,9
25 Doubs	531 062	5 234	101	593	519	34,9
26 Drôme	491 334	6 530	75	369	307	35,5
27 Eure	591 616	6 040	98	675	564	21,4
28 Eure-et-Loir	432 107	5 880	73	401	341	30,7
29 Finistère	901 293	6 733	134	283	181	36,5
30 Gard	725 618	5 853	124	353	234	37,2
31 Haute-Garonne	1 279 349	6 309	203	589	458	54,0
32 Gers	189 530	6 257	30	463	449	11,6
33 Gironde	1 483 712	10 000	148	542	358	52,8
34 Hérault	1 077 627	6 101	177	343	217	48,1
35 Ille-et-Vilaine	1 007 901	6 775	149	353	264	37,4
36 Indre	228 692	6 791	34	247	223	25,2
37 Indre-et-Loire	596 937	6 127	97	277	204	45,8
38 Isère	1 224 993	7 431	165	532	332	35,3
39 Jura	260 932	4 999	52	544	496	19,8
40 Landes	392 884	9 243	43	331	278	23,0
41 Loir-et-Cher	331 656	6 343	52	291	246	24,0
42 Loire	753 763	4 781	158	327	226	44,8
43 Haute-Loire	225 686	4 977	45	260	229	8,2
44 Loire-Atlantique	1 313 321	6 815	193	221	124	52,0
45 Loiret	662 297	6 775	98	334	257	39,3
46 Lot	174 346	5 217	33	340	314	11,5
47 Lot-et-Garonne	332 119	5 361	62	319	263	22,8
48 Lozère	76 889	5 167	15	185	177	15,5
49 Maine-et-Loire	795 557	7 166	111	357	279	33,8

Source : Insee.

⁽¹⁾ Population municipale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 (millésimée 2012).

Départements	Population ⁽¹⁾	Superficie (en km ²)	Densité (en hab./km ²)	Nombre de communes		Part de la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants (en %)
				Total	Rurales (hors unités urbaines Insee)	
50 Manche	499 340	5 938	84	601	537	20,5
51 Marne	568 750	8 162	70	620	577	48,1
52 Haute-Marne	182 136	6 211	29	437	413	26,3
53 Mayenne	307 453	5 175	59	261	238	24,6
54 Meurthe-et-Moselle	733 266	5 246	140	594	491	31,4
55 Meuse	192 800	6 211	31	501	476	17,7
56 Morbihan	732 372	6 823	107	261	193	29,2
57 Moselle	1 046 468	6 216	168	730	569	36,8
58 Nièvre	216 786	6 817	32	312	292	21,2
59 Nord	2 587 128	5 743	451	650	316	56,5
60 Oise	810 300	5 860	138	692	564	31,1
61 Orne	290 015	6 103	48	495	460	19,1
62 Pas-de-Calais	1 463 628	6 671	219	895	622	34,8
63 Puy-de-Dôme	638 092	7 970	80	470	404	39,8
64 Pyrénées-Atlantiques	660 871	7 645	86	547	410	40,2
65 Hautes-Pyrénées	228 854	4 464	51	474	415	24,5
66 Pyrénées-Orientales	457 793	4 116	111	226	157	33,9
67 Bas-Rhin	1 104 667	4 755	232	527	368	45,2
68 Haut-Rhin	755 202	3 525	214	377	231	39,6
69 Rhône	1 762 866	3 249	543	287	119	69,8
70 Haute-Saône	239 750	5 360	45	545	507	10,8
71 Saône-et-Loire	555 039	8 575	65	572	496	24,0
72 Sarthe	567 382	6 206	91	370	301	32,1
73 Savoie	421 105	6 028	70	304	189	27,9
74 Haute-Savoie	756 501	4 388	172	294	146	37,0
75 Paris	2 240 621	105	21 258	1	0	100,0
76 Seine-Maritime	1 253 931	6 278	200	745	601	47,7
77 Seine-et-Marne	1 353 946	5 915	229	513	344	49,3
78 Yvelines	1 412 356	2 284	618	262	128	69,0
79 Deux-Sèvres	371 583	5 999	62	303	264	23,4
80 Somme	571 154	6 170	93	782	702	27,5
81 Tarn	378 947	5 758	66	323	276	36,1
82 Tarn-et-Garonne	246 971	3 718	66	195	161	33,5
83 Var	1 021 669	5 973	171	153	58	64,6
84 Vaucluse	546 314	3 567	153	151	78	55,7
85 Vendée	648 901	6 720	97	282	213	23,8
86 Vienne	430 018	6 990	62	281	244	27,7
87 Haute-Vienne	375 869	5 520	68	201	179	42,0
88 Vosges	377 282	5 874	64	514	412	14,2
89 Yonne	341 902	7 427	46	455	429	17,6
90 Territoire de Belfort	143 940	609	236	102	65	34,8
91 Essonne	1 237 507	1 804	686	196	74	65,8
92 Hauts-de-Seine	1 586 434	176	9 034	36	0	99,4
93 Seine-Saint-Denis	1 538 726	236	6 515	40	0	98,4
94 Val-de-Marne	1 341 831	245	5 476	47	0	96,2
95 Val-d'Oise	1 187 081	1 246	953	185	90	75,2
971 Guadeloupe	403 314	1 628	248	32	4	77,1
972 Martinique	388 364	1 128	344	34	8	76,7
973 Guyane	239 648	83 534	3	22	12	76,0
974 La Réunion	833 944	2 504	333	24	2	94,7
976 Mayotte	212 645	374	569	17	2	65,7
Métropole sauf Paris	61 135 350	543 860	112	36 528	29 311	46,3
Métropole	63 375 971	543 965	117	36 529	29 311	48,2
Outre-Mer	2 077 915	89 168	23	129	28	82,8
France entière	65 453 886	633 133	103	36 658	29 339	49,3

Source : Insee.

⁽¹⁾ Population municipale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 (millésimée 2012).

9-3b Le contexte départemental

CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES, DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %)	Part de la population de 75 ans et plus (en %)	Taux de chômage au 4 ^{ème} trimestre 2013 (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA socle au 31/12/2013 ⁽¹⁾	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
01 Ain	64,2	7,7	6,9	7 450	4 463	7,3
02 Aisne	63,6	9,0	13,8	16 190	5 453	10,1
03 Allier	60,5	13,2	10,1	8 880	5 242	15,3
04 Alpes-de-Haute-Provence	60,9	11,2	11,6	3 700	2 555	15,8
05 Hautes-Alpes	62,2	10,8	9,1	2 440	1 953	14,0
06 Alpes-Maritimes	61,9	11,8	10,2	24 670	1 758	1,6
07 Ardèche	61,2	11,2	10,3	6 100	3 790	11,9
08 Ardennes	63,7	9,2	11,9	10 290	3 323	11,8
09 Ariège	60,9	12,7	12,0	5 460	2 640	17,3
10 Aube	63,0	9,9	11,4	8 680	4 513	14,8
11 Aude	60,7	11,8	13,5	15 910	4 300	11,9
12 Aveyron	59,8	13,8	7,2	3 620	5 911	21,4
13 Bouches-du-Rhône	64,2	9,2	11,7	80 530	3 058	1,5
14 Calvados	64,1	9,3	9,3	14 730	5 709	8,3
15 Cantal	61,0	13,8	6,5	2 040	3 978	27,0
16 Charente	62,0	12,0	10,0	9 830	5 096	14,4
17 Charente-Maritime	61,0	12,1	10,5	16 020	6 083	9,7
18 Cher	61,7	11,6	10,0	9 020	4 615	14,8
19 Corrèze	60,6	13,8	7,7	3 410	4 771	19,8
2A Corse-du-Sud	63,6	10,5	9,1	2 500	1 999	13,7
2B Haute-Corse	64,4	10,0	10,7	3 450	2 467	14,4
21 Côte-d'Or	65,4	9,3	8,2	8 870	5 840	11,1
22 Côtes-d'Armor	60,1	12,0	8,7	10 060	4 499	7,6
23 Creuse	59,3	15,6	9,6	2 650	4 397	36,2
24 Dordogne	60,0	13,5	10,5	8 790	4 954	11,9
25 Doubs	64,7	8,5	9,1	11 220	3 711	7,0
26 Drôme	62,3	9,4	10,6	11 550	4 231	8,6
27 Eure	64,0	7,9	10,4	12 750	4 446	7,5
28 Eure-et-Loir	63,1	8,9	9,3	7 990	7 468	17,3
29 Finistère	62,7	10,6	8,8	16 030	3 557	3,9
30 Gard	62,6	9,9	13,4	30 140	4 470	6,2
31 Haute-Garonne	67,5	7,8	10,1	34 450	6 610	5,2
32 Gers	60,0	13,5	7,8	3 420	3 558	18,8
33 Gironde	65,7	9,0	9,7	37 810	6 450	4,3
34 Hérault	64,2	9,5	14,2	41 760	4 918	4,6
35 Ille-et-Vilaine	65,1	8,3	7,9	16 020	5 202	5,2
36 Indre	60,1	13,3	9,0	4 470	4 982	21,8
37 Indre-et-Loire	63,6	10,1	8,7	12 390	3 942	6,6
38 Isère	64,6	7,9	8,0	22 700	5 160	4,2
39 Jura	61,7	10,6	7,4	3 720	3 546	13,6
40 Landes	61,7	11,1	9,4	7 270	4 219	10,7
41 Loir-et-Cher	60,8	11,8	8,7	6 830	3 440	10,4
42 Loire	62,0	10,6	9,7	15 150	3 806	5,0
43 Haute-Loire	61,5	11,1	8,2	2 900	3 413	15,1
44 Loire-Atlantique	64,7	8,3	8,4	26 670	4 653	3,5
45 Loiret	63,4	9,1	9,4	13 800	3 638	5,5
46 Lot	59,6	13,9	9,3	3 390	4 013	23,0
47 Lot-et-Garonne	60,3	12,7	9,8	8 730	2 958	8,9
48 Lozère	62,1	11,8	5,9	1 170	2 271	29,5
49 Maine-et-Loire	63,2	9,2	9,0	15 040	4 859	6,1

Sources : Insee, Drees.

⁽¹⁾ y compris RSA jeune.

Le contexte départemental 9-3b

Départements	Part de la population de 15 à 64 ans (en %)	Part de la population de 75 ans et plus (en %)	Taux de chômage au 4 ^{ème} trimestre 2013 (en %)	Nombre de bénéficiaires du RSA socle au 31/12/2013 ⁽¹⁾	Voirie départementale (en km)	Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants
50 Manche	61,5	11,6	8,2	7 710	7 756	15,5
51 Marne	65,7	8,4	9,5	12 270	4 190	7,4
52 Haute-Marne	62,4	11,1	9,1	4 330	3 894	21,4
53 Mayenne	61,3	10,6	6,5	3 860	3 687	12,0
54 Meurthe-et-Moselle	65,9	8,8	9,7	21 440	3 328	4,5
55 Meuse	63,4	10,1	10,0	5 070	3 524	18,3
56 Morbihan	61,9	10,7	9,1	13 100	4 218	5,8
57 Moselle	66,1	8,4	10,4	25 700	4 298	4,1
58 Nièvre	60,1	13,6	9,5	5 550	4 352	20,1
59 Nord	65,5	7,5	12,7	111 430	5 251	2,0
60 Oise	65,5	6,9	10,0	18 240	4 066	5,0
61 Orne	60,8	12,0	9,0	6 940	5 856	20,2
62 Pas-de-Calais	64,3	8,2	12,9	55 900	6 261	4,3
63 Puy-de-Dôme	65,0	9,8	8,3	14 350	7 219	11,3
64 Pyrénées-Atlantiques	62,7	11,5	8,4	13 640	4 446	6,7
65 Hautes-Pyrénées	61,1	13,0	11,1	5 090	2 929	12,8
66 Pyrénées-Orientales	60,2	12,0	14,5	20 470	2 162	4,7
67 Bas-Rhin	66,8	7,8	8,5	26 990	3 668	3,3
68 Haut-Rhin	65,1	8,4	9,6	16 870	2 598	3,4
69 Rhône	65,6	7,9	9,0	41 430	3 139	1,8
70 Haute-Saône	62,6	9,7	9,8	4 590	3 457	14,4
71 Saône-et-Loire	61,2	11,9	8,8	10 150	5 254	9,5
72 Sarthe	62,3	10,3	9,5	11 540	4 262	7,5
73 Savoie	64,4	8,9	7,5	4 970	3 134	7,4
74 Haute-Savoie	65,9	7,1	7,1	7 700	2 983	3,9
75 Paris	70,6	7,4	8,1	65 070	1 625	0,7
76 Seine-Maritime	64,6	8,8	11,1	38 780	6 418	5,1
77 Seine-et-Marne	66,4	5,8	7,9	27 080	4 339	3,2
78 Yvelines	65,4	6,8	7,0	20 720	1 576	1,1
79 Deux-Sèvres	61,6	11,3	7,4	6 230	3 994	10,7
80 Somme	64,8	8,8	11,7	17 530	4 542	8,0
81 Tarn	60,8	12,6	10,7	9 770	4 144	10,9
82 Tarn-et-Garonne	61,5	10,7	10,9	6 880	2 519	10,2
83 Var	60,9	11,5	11,0	30 160	2 941	2,9
84 Vaucluse	62,7	9,7	12,2	16 150	2 330	4,3
85 Vendée	61,3	10,5	8,3	7 920	4 720	7,3
86 Vienne	63,9	10,3	7,9	11 370	4 676	10,9
87 Haute-Vienne	62,8	11,9	9,3	9 310	4 001	10,6
88 Vosges	63,0	10,4	11,5	10 090	3 226	8,5
89 Yonne	61,4	11,2	9,6	8 550	4 860	14,2
90 Territoire de Belfort	65,1	8,5	11,4	4 360	545	3,8
91 Essonne	65,8	6,4	7,3	23 800	1 491	1,2
92 Hauts-de-Seine	66,7	7,2	7,6	30 230	340	0,2
93 Seine-Saint-Denis	66,6	5,4	12,6	77 110	344	0,2
94 Val-de-Marne	66,8	6,9	8,6	38 700	414	0,3
95 Val-d'Oise	66,6	5,7	9,7	29 670	1 084	0,9
971 Guadeloupe	64,2	6,8	26,2 ⁽²⁾	44 500	582	1,4
972 Martinique	64,5	7,9	21,3 ⁽²⁾	38 680	630	1,6
973 Guyane	61,3	1,6	22,8 ⁽²⁾	19 330	448	1,9
974 La Réunion	66,3	3,7	29,0 ⁽²⁾	94 740	724	0,9
976 Mayotte	53,3	0,9	n.d.	3 710	144	0,7
Métropole sauf Paris	64,0	9,1	n.d.	1 546 340	377 323	6,2
Métropole	64,3	9,1	9,7	1 611 410	378 948	6,0
Outre-Mer	63,7	4,6	n.d.	200 960	2 528	1,2
France	64,2	8,9	10,1	1 812 370	381 476	5,8

Sources : Insee, Drees.

⁽¹⁾ y compris RSA jeune.

⁽²⁾ taux de chômage au deuxième trimestre 2013.

